

**Pays:** Pologne

**Commission:** environnement et immigration

**Problématique:** Pour un plan européen d'action face à l'enjeu croissant des réfugiés climatiques fuyant les dérèglements climatiques et les catastrophes naturelles

La Pologne se trouve en Europe de l'Est, avec une ouverture sur la mer Baltique et le Golfe de Gdansk; elle est voisine de Kaliningrad, une partie du territoire russe séparé du reste du pays, de la Lituanie au nord, la Biélorussie et l'Ukraine à l'est, la Slovaquie et la République Tchèque au sud et l'Allemagne à l'ouest. Le pays a rejoint l'Union Européenne en 2004 et est une république semi-présidentielle dirigée par Andrzej Duda depuis 2015. Son président appartient au PiS, un parti de droite conservateur, patriotique et catholique. La Pologne est devenue complètement indépendante en 1989 avec l'effondrement du bloc communiste. Elle a connu par ailleurs dans son histoire d'autres occupations étrangères traumatisantes.

Le changement climatique, c'est-à-dire l'ensemble de variations anormales des caractéristiques climatiques au fil du temps dans un endroit précis, est l'un des grands défis de notre ère. Il affecte tout le monde et si on n'agit pas l'impact risque d'être de plus en plus important. Les répercussions du dérèglement climatique sont chaque fois plus terribles. En effet, il est responsable de la mort et de la souffrance de milliers de personnes chaque année. De nombreux êtres humains sont obligés de quitter leur domicile pour aller s'installer ailleurs à cause des conditions climatiques. On les nomme des "réfugiés climatiques" et on considère qu'ils sont plus nombreux que les réfugiés des guerres. Ils réalisent des migrations internes, à l'intérieur d'un même pays ou d'un même continent, et des migrations externes. Très souvent ils partent des pays du Sud, c'est-à-dire en voie de développement et vont vers ceux du Nord, c'est-à-dire plus développés. Effectivement, les pays plus développés ont plus de moyens pour faire face aux dérèglements climatiques.

La Pologne a préféré ne pas accepter des réfugiés climatiques arrivés en Italie et en Grèce, puisque ces migrants illégaux représentent une sérieuse menace pour la sécurité du pays. Le gouvernement connaît de nombreux défis, comme les effets du changement climatique sur son territoire, qui se répercutent notamment sur la production fruitière. Il est donc déjà problématique de faire face à ces enjeux, c'est pourquoi la Pologne n'a pas la capacité d'accueillir les immigrants, qui de plus nuiraient à la sécurité des Polonais. Il faut, avant tout, assurer la prospérité des propres citoyens polonais, sans quoi il est impossible d'envisager la protection des nouveaux arrivants. C'est une question de possibilités, et la Pologne n'a tout simplement pas la possibilité d'accueillir de nouveaux migrants.

Le dérèglement climatique pose un vrai problème stratégique et d'entente pour la Commission et les Etats Membres de l'UE qui cherchent à élaborer un plan européen d'action face à l'enjeu croissant des réfugiés climatiques fuyant les dérèglements climatiques et les catastrophes naturelles.

La Commission a fait signer plusieurs accords par tous les membres afin de mettre en place des objectifs à long et court terme pour réduire, voire éliminer dans un futur, l'utilisation de gaz à effet de serre. Le dernier de ces accords a eu lieu en décembre 2020 à Paris et l'objectif fixé a été la diminution d'au moins 55% de ces produits d'ici 2030. En outre, en 2019, l'UE a décidé de faire un sondage pour connaître l'opinion des habitants des 28 pays membres à propos du changement climatique et des mesures qui étaient prises. Le résultat a été le suivant: 93% des personnes interrogées considéraient qu'il s'agissait d'un problème grave, voire très grave. Ce même pourcentage de personnes annonçait avoir pris au moins une mesure, telle que recycler ou réduire au maximum la consommation d'objet jetables, pour essayer de limiter l'impact de leurs actions sur la planète.

Les résultats du sondage en Pologne ont été très similaires à celui du bilan réalisé par les membres de la commission européenne "Action pour le climat". En effet, presque la moitié de la population affirme avoir pris des mesures pour essayer d'y remédier et ce pourcentage ne cesse d'augmenter puisque les personnes sont de plus en plus conscientes et c'est pourquoi elles insistent sur l'aide du gouvernement sur ce sujet. Plus de 80% des Polonais compte sur le gouvernement pour prendre ces décisions. Ils demandent aussi que plus d'argent soit investi dans la recherche de solutions pour freiner le changement climatique car ils savent que ce défi ne pourra être relevé qu'en mobilisant toute la communauté internationale.

Les responsables politiques polonais ont écouté les demandes de leur population et ont pris des mesures telles que des lois visant à développer le marché des énergies renouvelables et pour l'amélioration de la gestion de déchets. Ils ont même pris en charge l'organisation de la conférence du climat de l'ONU en 2010, à Varsovie. En outre, l'UE a félicité le pays et continue de l'encourager pour qu'il persévère d'adopter des mesures contre le changement climatique qui, depuis 2015, sont de plus en plus nombreuses. Cependant, le gouvernement polonais demande plus d'aides à la Commission pour pouvoir assurer son développement. Le pays est en effet confronté à une plus grande quantité de problèmes dus à sa position géographique. Il est voisin des pays qui sont hors l'UE ce

qui fait qu'il soit l'une des portes d'accès de ceux qui quittent leurs territoires pour aller s'installer dans un des Etats membres de l'UE. De plus, ils n'ont pas le contrôle sur ces frontières. En effet, l'Allemagne a décidé unilatéralement l'ouverture et la postérieure fermeture des limites de l'UE. La Pologne et l'ensemble de ses partenaires du " Groupe de Visegrad " (la Hongrie, la Slovaquie et la République Tchèque), dénoncent aussi le diktat européen en ce qui concerne l'accueil des migrants. Effectivement, ils critiquent le fait que certains pays européens ont intérêt à accepter en partie ces personnes au risque de s'exposer à des conséquences économiques et politiques trop coûteuses. Finalement, ils rappellent que la multiculturalité ne fonctionne pas puisque de nombreux pays multiculturels, tels que la France ou l'Allemagne, sont confrontés à plus de problèmes comme, par exemple, au terrorisme.

L'UE cherche à adopter des mesures communes pour mettre fin aux problèmes que le changement climatique génère et pour éviter l'arrivée chaque année de nouveaux réfugiés climatiques. Tous les pays membres ont signé des accords dans lesquels ils s'engagent à faire de leur mieux. La Pologne, malgré les nombreux enjeux qu'elle connaît, a su s'investir autant qu'elle le pouvait pour lutter contre le changement climatique, et les avancées sont déjà considérables. Petit à petit des lois sont adoptées et la population est consciente du défi et réalise des actions qui visent à chercher à diminuer l'impact des conséquences du dérèglement climatique. Ainsi, la gestion du pays est à admirer, c'est pourquoi le gouvernement Polonais demande à la Commission de lui octroyer plus de souveraineté à ce sujet, car les polonais ont le droit de décider de leur avenir, et il est clair que le pays peut gérer, malgré les circonstances, la crise du changement climatique.